

## ESPAGNE

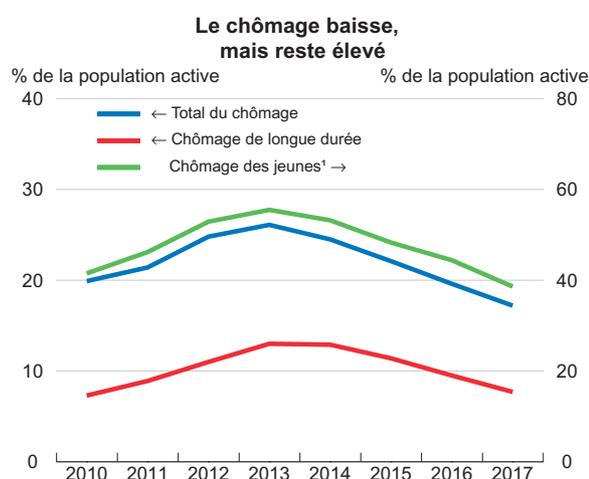
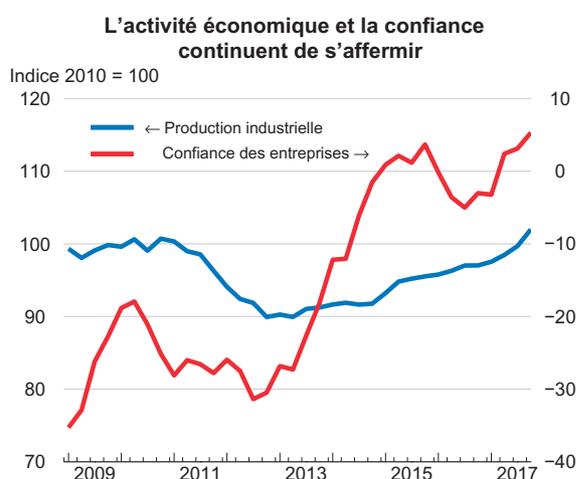
Après avoir affiché une croissance supérieure à 3 % ces trois dernières années, l'économie devrait croître à un rythme soutenu, mais plus modéré en 2018 et en 2019. Les conditions financières favorables et les nombreuses créations d'emplois continueront à stimuler la demande intérieure privée. Les exportations nettes apporteront également une contribution positive à la croissance du PIB. L'inflation restera modérée et le chômage élevé.

La dette publique diminue progressivement mais demeure élevée. Alors que la reprise se poursuit, le ratio dette publique/PIB devrait baisser. Cependant, les autorités devront faire en sorte qu'il continue à reculer fortement ces prochaines années, en améliorant encore la situation budgétaire et en adoptant de nouvelles réformes pour amplifier la croissance à long terme. La mise en œuvre de la réforme des retraites sera cruciale pour la viabilité des finances publiques à long terme. Des politiques du marché du travail et des mesures de reconversion plus efficaces sont nécessaires pour réduire encore le chômage et les inégalités et rendre la croissance plus inclusive.

### La reprise demeure vigoureuse et équilibrée

La consommation privée reste le principal moteur de la croissance. Les nombreuses créations d'emplois et les conditions de crédit favorables contrebalancent la progression modérée des salaires réels. L'investissement des entreprises s'est redressé sous l'effet de conditions de financement porteuses, de la réduction de l'endettement des entreprises et d'un regain de confiance. Le marché du logement se redresse et l'investissement dans le logement s'est accru sensiblement. Les exportations, qui ont bénéficié d'une amélioration de la compétitivité et de conditions extérieures propices, continuent à avoir un impact positif sur la croissance du PIB. Les conséquences économiques des incertitudes politiques en Catalogne sont pour le moment limitées.

### Espagne



1. En pourcentage de la population active âgée de 15 à 24 ans.

Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE; et Eurostat.

Espagne : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 037.8	3.4	3.3	3.1	2.8	2.4
Consommation privée	608.7	3.0	3.0	2.4	2.3	1.8
Consommation publique	202.0	2.1	0.8	1.6	1.2	1.1
Formation brute de capital fixe	200.3	6.5	3.3	5.0	4.4	4.3
Demande intérieure finale	1 011.0	3.5	2.6	2.8	2.6	2.2
Variation des stocks <sup>1</sup>	1.6	0.4	0.0	0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 012.6	4.0	2.6	2.9	2.6	2.2
Exportations de biens et services	339.5	4.2	4.8	5.0	4.6	4.5
Importations de biens et services	314.3	5.9	2.7	4.7	4.2	4.2
Exportations nettes <sup>1</sup>	25.2	-0.4	0.7	0.3	0.3	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	0.6	0.3	1.0	2.0	1.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	-0.6	-0.3	2.0	1.6	1.5
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	–	0.3	0.7	1.2	1.3	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	–	22.1	19.6	17.2	15.5	13.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	2.8	1.7	-0.6	-1.3	-1.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-5.3	-4.5	-3.1	-2.4	-1.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	116.4	116.6	114.8	113.5	111.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	99.4	99.0	98.3	97.1	96.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	1.1	1.9	1.9	1.7	1.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933731491>

**D'autres réformes structurelles s'imposent pour pérenniser la croissance**

La politique monétaire restera accommodante dans la zone euro, ce qui dopera la consommation et l'investissement. Le déficit budgétaire devrait continuer à diminuer, à la faveur d'une situation macroéconomique encourageante. La politique budgétaire soutient la croissance cette année, mais l'orientation globalement neutre qui devrait lui être donnée pour 2019 est judicieuse puisqu'elle représente un équilibre entre la nécessité de pérenniser la croissance et celle d'assurer la viabilité de la dette publique. Pour garantir une baisse constante du ratio dette publique/PIB, actuellement élevé, les autorités devraient ne pas dévier de leurs objectifs budgétaires à moyen terme.

Pour réduire les inégalités, il est essentiel d'améliorer les possibilités d'emploi pour les chômeurs et de faciliter leur retour à la vie professionnelle. Un renforcement de l'efficacité des politiques actives du marché du travail et une atténuation du dualisme du marché du travail, par un meilleur contrôle de l'abus d'emplois précaires, contribueraient à remédier aux difficultés liées au chômage de longue durée et à celui des jeunes, qui est élevé. Un accès plus large à l'enseignement et à la formation professionnels et aux programmes d'enseignement pour adultes améliorerait aussi les perspectives professionnelles des catégories vulnérables.

Les prélèvements sur les revenus du travail conservent un poids prépondérant dans la structure de la fiscalité, ce qui pénalise la croissance et l'emploi. Une réforme de la fiscalité consistant à supprimer progressivement les exonérations de TVA et à améliorer encore la gestion de la TVA accroîtrait l'efficacité du régime fiscal. En outre, un recours plus important aux taxes environnementales renforcerait la croissance verte. Une poursuite de la réduction des obstacles dans les secteurs de service serait synonyme de gains d'emploi et de productivité, condition nécessaire à une croissance durable à moyen terme et à une progression des niveaux de vie. La poursuite de la réduction des taux de décrochage scolaire précoce et l'augmentation de la part de la population active ayant au moins suivi des études secondaires sont aussi indispensables à cet égard.

### ***Le rythme de la reprise sera plus modéré***

La croissance du PIB devrait s'essouffler peu à peu pour s'établir à 2.8 % en 2018 et à 2.4 % en 2019. La consommation privée devrait marquer le pas en raison de la modération du rythme des créations d'emplois, mais restera le principal moteur de la croissance. L'investissement des entreprises devrait fléchir progressivement, parallèlement à la dissipation des effets de la demande contenue. Les exportations devraient continuer à progresser de manière énergique, quoiqu'à un rythme un peu inférieur à celui de 2017, compte tenu du léger ralentissement de l'expansion des marchés d'exportation. Le taux de chômage devrait reculer à nouveau légèrement pour atteindre 13.8 % d'ici à fin 2019. Les risques découlent de facteurs intérieurs aussi bien qu'extérieurs. L'incertitude persistante en Catalogne pourrait entamer la confiance et brider la demande intérieure. Un gouvernement minoritaire pourrait avoir du mal à faire avancer le programme national de réformes. Une hausse des cours du pétrole entraînerait des tensions inflationnistes. À l'inverse, une progression de l'investissement dans la construction et une demande plus vigoureuse de la part de l'Europe, principale destination des exportations espagnoles, stimuleraient la croissance davantage que prévu.